

505 LM h67 / 10

3131

(1966-65)

Reprise, par la S.N.C.F., du service des  
colis postaux en A.L.

Lettre S.N.C.F. au M.PTT	3.10.44			
Dépêche du M.PTT à la S.N.C.F.	17.10.44			
Dépêche du M.TP à la S.N.C.F.	7. 3.45			
(s) C.A.	7. 3.45	10	IV	1°
C.A.	2L. 3.45	10	Qd	a)
(s) C.A.	1. 8.45	7	IV	1°
C.A.	24.10.45	24	Qd	a)
Dépêche du M.PTT à la S.N.C.F.	6.11.45			

Reprise, par la S.N.C.F., du service des colis postaux en A.L. -

MINISTERE DES P.T.T.

Direction de la Poste

6ème Bureau

VI A 40.261/B.622

Colis Postaux. Mise en vigueur  
de la Nouvelle Convention

Paris, le 6 novembre 1945

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre, revêtus de votre signature, les exemplaires de la nouvelle Convention et du protocole relatifs au transport des colis postaux, modifiés pour tenir compte de la cession du service à la S.N.C.F. dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

De mon côté, j'ai apposé ma signature sur ces documents que je transmets aujourd'hui même à mon collègue des Travaux Publics et des Transports.

Dès à présent, mes services préparent un projet de texte législatif pour l'approbation de cette Convention et vont s'employer pour recueillir au plus vite l'approbation du Ministre des Finances dont le contreseing doit figurer sur ce texte.

La procédure d'urgence sera employée pour l'examen de ce projet par l'Assemblée constituante; cependant, dans l'hypothèse où la promulgation du texte d'approbation ne pourrait intervenir assez tôt, et afin de ne pas retarder la mise en vigueur de la nouvelle tarification des petits colis, je vous autorise dès à présent à mettre en vigueur à titre provisoire les dispositions de ladite Convention à partir du 1er janvier 1946.

Il est bien entendu que si la Convention n'était pas approuvée, de nouveaux pourparlers devraient être aussitôt engagés pour l'élaboration de nouveaux accords.

Veuillez agréer, .....

Le Ministre des P.T.T.

Signé : THOMAS.

Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F.  
88, rue St-Lazare - PARIS

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration  
du 24 octobre 1945

---

Questions diverses

a) Régime des colis postaux en  
Alsace-Lorraine.

M. LE PRESIDENT rend compte de ce qu'au cours des négociations auxquelles a donné lieu la mise au point du nouveau régime des colis postaux, l'Administration des Postes a fait savoir qu'elle acceptait de confier à la S.N.C.F. le service de ces colis dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle dans les mêmes conditions que sur le reste du territoire. La S.N.C.F. voit ainsi adopter le point de vue qu'elle défendait.

Le Conseil prend acte de cette extension de la réforme.

MEMENTO

Entretien avec M. LE MOUEL, Directeur de la Poste,  
le 10 Octobre 1945

M. LE MOUEL m'expose qu'étant donné la tendance très marquée du Gouvernement de ne pas créer de particularisme en Alsace dans l'Administration des Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, qu'étant donné, d'autre part, les renseignements et avis fournis tant par le Commissaire de la République que par le Directeur de la Poste à Strasbourg, le Ministre des Postes a décidé de confier à la S.N.C.F., comme celle-ci l'avait offert, le Service des Colis Postaux en Alsace-Lorraine et cela dans les mêmes conditions que dans les autres Départements.

Le principe de la question étant ainsi nettement acquis, je pose à M. LE MOUEL un certain nombre de questions.

1° - Il doit être bien entendu que lors de la rédaction de l'Avenant à la Convention postale réglant cette question, cette rédaction sera telle que, sans ambiguïté possible, toutes les dispositions applicables aux Colis postaux dans les autres Départements (conditions, prix, durée de la Convention, etc ...) seront applicables exactement dans les mêmes conditions pour les trois Départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

M. LE MOUEL est tout à fait d'accord.

2° - En ce qui concerne le personnel de la Poste que le transfert des Colis postaux à la S.N.C.F. pourrait libérer, je signale que la solution la plus désirable serait que la Poste le résorbe en totalité dans ses propres Services. A défaut d'une résorption complète, il faudrait réduire au minimum le nombre d'agents de la Poste que nous aurions à employer et, dans ce cas, nous demanderions que ces agents continuant à appartenir à l'Administration des Postes, à être payés par elle, étant entendu que nous rembourserions à la Poste le montant des salaires correspondants. Cette mesure aurait un caractère transitoire pour permettre à la Poste de résorber son reliquat d'agents au fur et à mesure de ses disponibilités dans un délai à fixer par avance et qui pourrait être, par exemple, de l'ordre de 5 ans.

.....

M. LE MOUËL répond qu'il n'a pas spécialement étudié cette question; il pense toutefois, a priori, que le nombre de postiers qui seraient à passer au Chemin de fer serait au maximum d'une cinquantaine. Il pourrait probablement encore diminuer ce nombre en ce qui concerne les agents de manutention. Par contre, il lui restera un certain nombre d'agents ambulants qui effectuaient le tri des colis postaux dans les wagons poste, dont il n'a pas l'emploi pour le moment et qu'il demandera probablement à la S.N.C.F. de reprendre.

Je réponds qu'avec notre système d'exploitation nous trions nos colis dans les gares et non dans les wagons et que nous n'aurons, pas plus que la Poste, la possibilité de leur conserver les mêmes fonctions. Dans ces conditions, puisqu'on devrait les changer, autant vaut-il qu'ils restent dans leur Administration.

M. LE MOUËL va étudier la question. Il reconnaît que la situation la plus nette serait de ne transférer, même temporairement, aucun agent à la S.N.C.F. Il va essayer d'aboutir à cette solution.

3° - Le Public était, en Alsace-Lorraine, très largement desservi à domicile pour les colis postaux, puisque ceux-ci étaient transportés par les facteurs des postes dans les mêmes conditions que les lettres. Ils étaient ainsi livrés à domicile dans les villages et même dans les hameaux. Ainsi qu'il avait été entendu lors des premières discussions, cette facilité ne serait pas supprimée pour les populations de façon à ne pas provoquer de réclamations.

Cela étant, je rappelle qu'il avait été convenu, en vue du maintien de cette facilité, que lorsque le Chemin de fer n'aurait pas de service de camionnage ou de réexpédition, ce serait la voiture ou le facteur des Postes qui continuerait à transporter les colis postaux, la Poste recevant une rémunération à cet effet de la part de la S.N.C.F.

M. LE MOUËL est bien d'accord sur ce point.

Par contre, lorsqu'il s'agit de la livraison dans une zone où le Chemin de fer a organisé un service de camionnage, ce serait normalement ce service qui transporterait les colis postaux exactement comme il transporte les petits colis ou les colis de détail.

M. LE MOUËL est également d'accord sur ce point.

En ce qui concerne les grandes villes comme Strasbourg, une question qui se pose est la suivante : dans le passé, les colis postaux étaient remis par le public à l'Hôtel des Postes. Si l'on voulait appliquer le régime des autres Départements français, les colis postaux devaient normalement être remis en gare. Ceci suppose tout d'abord que

.....

la gare possède des installations lui permettant de faire face à ce surcroît de trafic. A priori, cela semble probable étant donné que les gares alsaciennes sont, en général, assez vastes et que la Poste pourra peut-être céder certains emplacements au Chemin de fer du fait qu'elle n'aura plus à assurer le service des colis. Mais il reste à savoir si le public ne demandera pas à garder la possibilité de remettre ses colis à l'Hôtel des Postes qui est plus central que la gare.

M. LE MOUËL désirerait une identification de régime aussi complète que possible avec le reste de la France et, dans ce but, il préférerait que l'on ne remette plus les colis postaux dans les bureaux de poste des villes dotées d'une gare. Il considère que, dans ce cas, il appartient au Chemin de fer, s'il juge utile de desservir le centre de la ville, d'ouvrir des bureaux de ville comme il l'a fait à Lyon, Marseille, etc .. Toutefois, en attendant que des dispositions soient prises à cet effet, il n'aurait pas d'objection à céder au Chemin de fer un emplacement à l'intérieur de l'Hôtel des Postes qu'il exploiterait lui-même. Quoi qu'il en soit, la question devra être examinée par cas d'espèce.

Par contre, dans les localités moyennes (Wasselonne, Marmoutiers) normalement desservies par une gare, il est bien entendu que l'on fermera le bureau de poste pour les colis postaux en même temps que l'on ouvrira la gare sauf cas exceptionnels où les installations ferroviaires ne le permettraient pas.

4° - En ce qui concerne la mise en vigueur du nouveau régime envisagé, M. LE MOUËL désirerait qu'elle ait lieu au moment de la mise en vigueur de la nouvelle Convention postale, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Je réponds que je considère également cette date comme tout à fait désirable. Nous allons examiner d'urgence s'il est possible d'aboutir en temps utile.

Pour mettre sur pied tous les détails d'organisation du nouveau régime, il est constitué une petite Commission qui comprendra pour la Poste M. DESMARAIS, et pour la S.N.C.F. M. BOURGEOIS, assisté de Fonctionnaires à désigner par la Région de l'Est. Cette Commission se rendra sur place en Alsace où elle se rapprochera de M. HAYE, Directeur Régional de la Poste à Strasbourg pour définir toutes les modalités de la future organisation.

M. BOURGEOIS se rapprochera d'urgence de M. DESMARAIS pour commencer ces travaux.

P.V. p. 7

QUESTION IV - Service Commercial

1°) Refonte de la tarification des envois de 0 à 50 kg.-

Reprise par la S.N.C.F. du service  
des colis postaux en Alsace et  
en Lorraine

M. GOURSAT rappelle que le principe de la réforme a été approuvé par le Conseil le 7 mars 1945.

A la suite de cette décision, des pourparlers ont été engagés avec l'Administration des P.T.T. et ceux-ci ont abouti au projet de Convention concernant le transport des colis postaux aujourd'hui soumis. Comme les précédentes, cette Convention prévoit, dans les 3 départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, le transport des colis postaux pas l'Administration des P.T.T., celle-ci s'étant refusée à confier ce service à la S.N.C.F. comme dans le reste du territoire.....

.....  
M. ARON pense que la convention, tout en constituant un progrès incontestable, soulève une grave critique, en tant qu'elle maintient et confirme un régime spécial pour les 3 départements de l'Est. Il propose qu'en la soumettant à l'approbation du Gouvernement, la S.N.C.F. exprime son regret de n'avoir pu, malgré ses efforts, obtenir dans un cadre restreint l'unification si désirable du point de vue général.

M. LE PRESIDENT indique que le règlement de cette question ne sera pas abandonné, d'autant que les autorités locales en Alsace-Lorraine semblent bien se montrer elles-mêmes favorables à l'unification.

M. de LAVIT partage entièrement l'avis de M. ARON. Il se demande, toutefois, si le désir de maintenir en Alsace-Lorraine l'exécution du service des colis postaux par la Poste ne s'explique pas par le fait que les usagers y trouvent des garanties plus grandes de sécurité.

M. GOURSAT répond que les risques de perte sont effectivement moindres pour les colis de 0 à 3 kg, qui sont transportés par sacs postaux. Mais il n'en est pas de même pour les colis d'un poids supérieur qui, en fait, sont transportés en vrac dans des conditions analogues à celles des colis confiés au chemin de fer.

.....  
Sous le bénéfice de cet échange de vues, le Conseil approuve les projets de Convention et de tarifs qui lui sont soumis, étant entendu que la transmission de la Convention postale soulignera le regret de la S.N.C.F. de ne pas voir le régime général étendu aux trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration  
du 21 mars 1945

Questions diverses

a) Service des colis postaux  
en Alsace et en Lorraine.

(p.V. (p.10))

M. LE PRESIDENT rappelle que le Conseil, au cours de sa dernière séance, avait été d'accord pour que soient poursuivies les négociations engagées avec l'Administration des P.T.T. en vue de la reprise par la S.N.C.F., dans les départements recouverts d'Alsace et de Lorraine, du service des colis postaux assuré jusqu'à présent par cette Administration.

Par lettre du 7 mars 1945, M. le Ministre des P.T.T. a fait savoir que, sans préjuger les dispositions qui pourraient être adoptées lorsque seront réalisés les plans de rééquipement de la S.N.C.F., il n'estimait pas opportun, pour le moment, d'envisager cette reprise.

M. ARON ne pense pas que la lettre dont M. le Président vient de donner lecture règle définitivement la question. Celle-ci se rattache à celle infiniment plus large et plus sérieuse de la législation en Alsace et en Lorraine et devra être réglée conformément aux principes qui seront adoptés pour la solution du problème général. C'est dans ce sens qu'elle devrait être signalée à l'attention du Gouvernement.

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration  
du 7 mars 1945

P.V. p. 10

QUESTION IV - Service commercial

1°) Refonte de la tarification  
des envois de 0 à 50 kg

Réforme du régime des colis postaux  
Reprise du service en A.L.

M. GOURSAT, .....

Des pourparlers ont été engagés avec l'Administration des Postes en vue de l'établissement d'un ensemble de tarification homogène et, avant de les pousser plus avant, il est proposé au Conseil de donner son accord aux principes ci-après :

.....

Enfin, on envisagerait la reprise éventuelle par la S.N.C.F. du service des colis postaux dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle dans lesquels ce service était antérieurement assuré par l'Administration des Postes. Cette question est actuellement soumise au Gouvernement.

.....

M. ARON demande si l'on ne pourrait pas aller jusqu'au bout de cette heureuse réforme et supprimer du même coup la dénomination "colis postal".

M. GOURSAT reconnaît que, dans le nouvel état de choses, la dénomination "colis postal" ne correspondra plus guère à la réalité. Mais insister en vue de la suppression de cette dénomination n'irait pas sans quelque risque étant donné la position affirmée depuis de longues années par l'Administration des Postes quant à l'étendue de son monopole. Il ne serait pas opportun d'exposer la réforme à un échec pour une question de terminologie, alors que l'adoption des principes qui viennent d'être exposés donnera à la S.N.C.F. satisfaction sur le fond.

Par contre, il semble que la S.N.C.F. devra s'attacher à obtenir une solution favorable du problème que pose le service des colis postaux en A.L., le maintien d'un régime spécial dans les départements recouvrés n'ayant pas de bonnes justifications.

.....

Après échange de vues auquel prennent part, en outre, M. LE PRÉSIDENT, M. BOUTET et M. CLAUDON, le Conseil se déclare d'accord pour que la discussion avec l'Administration des Postes soit poursuivie sur la base des principes définis dans la note.

MINISTERE DES P.T.T.

-----  
Direction de la Poste

Paris, le 7 mars 1945

---  
6ème Bureau

-  
n° VI - A 39.750/B.620

Service des colis postaux  
en Alsace et en Lorraine

Monsieur le Président,

Par lettre D. 5331/6 du 3 octobre, vous m'avez demandé d'examiner s'il ne conviendrait pas, à l'occasion de la libération de l'Alsace et de la Lorraine, d'unifier pour l'ensemble du territoire national le régime du transport des colis postaux en le confiant également dans cette région à la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en l'état actuel des choses, les opérations matérielles de cession ne manqueraient pas d'apporter un certain trouble dans l'exécution du service, à un moment où il paraît vraiment contre-indiqué d'introduire délibérément une cause quelconque de difficultés nouvelles et que la reprise du trafic qui commence à se manifester pourra sans doute être assurée avec plus de facilité par l'Administration des P.T.T.

D'autre part, il se dégage bien des travaux de la Commission que d'une façon générale le service serait moins bien assuré que par la Poste.

En conséquence, et sans préjuger des dispositions qui pourraient être adoptées lorsque seront réalisés les plans de rééquipement de la S.N.C.F., j'estime qu'il n'est pas opportun pour l'instant, sous prétexte d'unification administrative qui se traduirait en définitive par un service de valeur moindre, d'envisager la cession à votre Société du service des colis postaux en Alsace et en Lorraine.

Veuillez agréer, .....

Le Ministre des P.T.T.

Signature.

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

9 131  
MINISTERE DES P.T.T.

-----  
Direction de la Poste

-----  
6ème Bureau

---  
VIA 39.750/B 620

Paris, le 17 octobre 1944

Monsieur le Président,

Par lettre D/5331/6 du 3 octobre, vous avez bien voulu me demander, à l'occasion de la libération prochaine des trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, d'envisager la possibilité de transférer à la S.N.C.F. l'exécution du Service des colis postaux dans ces départements, en vue de l'unification, pour l'ensemble du territoire, du régime applicable à cette catégorie d'envois.

Vous proposez, étant donné l'extrême urgence des décisions à prendre, de les faire examiner par une Commission de représentants de mon Administration, du Ministère des Travaux Publics et des Transports et de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, toutes réserves étant faites sur la décision de principe qui incombera en dernier ressort à mon Administration, je suis disposé à faire poursuivre l'étude de la question avec vos représentants et avec ceux du Ministère des Travaux Publics et des Transports.

J'ai désigné, pour prendre part à ces travaux comme représentants de mon Administration :

M. LE MOUËL, Directeur de la Poste,

M. FAUCON, Chef de Bureau à la Direction de la Poste,

M. BESSAND, Sous-Chef de Bureau à la Direction de la Poste.

Je vous serais très obligé de vouloir bien m'indiquer les noms de vos représentants pour me permettre de les faire convoquer en même temps que ceux du Département des Travaux Publics et des Transports auquel j'adresse copie de votre lettre du 3 octobre ainsi que de la présente correspondance.

Veuillez agréer, .....

Le Ministre des P.T.T.

.....

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.